

LE DÉBAT PUBLIC FACE AUX « COLÈRES INTERNET »

C'est progressivement devenu un poncif que de parler de l'influence de plus en plus forte des nouvelles technologies sur le développement de nos sociétés. La « révolution numérique » que connaissent nos moyens de produire de l'information et de communiquer influence fortement le fonctionnement de la démocratie, considérée dans sa capacité à organiser et réguler le vivre-ensemble. De fait, l'espace public numérique paraît avoir été favorable à des acteurs souhaitant agir en dehors – ou contre – les institutions traditionnelles, comme l'a montré une succession de mobilisations sociales qui ont fait la part belle aux nouvelles technologies (Occupy Wall Street, printemps arabes, Nuit debout, #MeToo...), promouvant une forme de réductionnisme, voire de déterminisme technique, qui invite à leur attribuer la réussite de ces mobilisations.

69

Pourtant, un mouvement de balancier semble par la suite s'être effectué ; et les technologies numériques sont désormais régulièrement associées à une série de menaces sur le fonctionnement de nos démocraties dites libérales qui annoncerait la fin de l'utopie initiale : et si – en lieu et place de l'ouverture – internet favorisait les tyrannies menées par des leaders populistes ? Et si l'expression en ligne, en particulier sur les réseaux sociaux numériques, encourageait principalement l'expression des colères et du populisme ? L'élection de Donald Trump aux États-Unis, de Jair Bolsonaro au Brésil, le scandale « Cambridge Analytica » autour du détournement massif de données des utilisateurs de Facebook, ou encore l'influence présumée d'agents étrangers dans divers scrutins (présidentielle américaine de 2016, référendum sur le Brexit...), renforcent les inquiétudes et ouvrent de légitimes interrogations sur le rôle des nouvelles technologies dans l'expression de la colère sociale par les citoyens. Doit-on y

voir une sorte de basculement ? Internet a-t-il changé ? A-t-il été un jour « citoyen » puis le lendemain « populiste » ?

UNE CULTURE DU DÉBAT PUBLIC RENOUVELÉE PAR INTERNET

70 Le développement des technologies numériques, en particulier celui d'internet et du Web, a facilité une démocratisation de l'espace public en permettant à chacun d'« être son propre média » et de publier des contenus en ligne. Dominique Cardon a ainsi pointé un basculement du centre de gravité de la démocratie de nos institutions vers ce qu'il qualifie de « démocratie Internet »¹, où internet est présenté comme un espace d'expérimentation démocratique qui rend possible un débat public émancipé de nombreuses contraintes matérielles inhérentes à la prise de parole, donnant l'occasion à chacun de s'exprimer à sa convenance, sans attendre la permission des autorités traditionnelles (politiques, médiatiques, universitaires...).

En ligne, la valeur d'un argument se construit moins par le statut du locuteur que par son aptitude à convaincre. Les arguments qui circulent le plus largement sont ceux qui ont réussi à trouver « leurs publics » de manière horizontale, de groupe en groupe. Les contenus qui vont le plus facilement être repris dans cet espace public seront donc ceux qui auront réussi à « toucher » les gens, à faire appel à leurs émotions et à leurs affects de manière à favoriser une analyse subjective : c'est parce qu'un contenu prend sens dans ma réalité vécue que je le partage et qu'il peut rendre compte de mon ressenti. Le travail de Virginie Julliard est éclairant sur ce point². Son analyse de la controverse autour de la « théorie du genre » sur Twitter révèle notamment de quelle manière des communautés hétérogènes se structurent autour des contenus relayés. Les militants partagent des photos et des vidéos dénonçant le problème qu'ils identifient (ici, l'enseignement du genre à l'école), ce qui a pour effet de faire circuler une définition implicite de la controverse contribuant à mobiliser ceux qui se sentent concernés. Ainsi, les mobilisations dites affectives s'organisent autour de points de fixation – comme peuvent l'être les hashtags ou certaines images – qui donnent de la visibilité aux sujets débattus en rendant possible l'agrégation des contenus. En effet, sur internet, la

1. *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010.

2. « #Theoriedugene: comment débat-on du genre sur Twitter ? », *Questions de communication*, vol. 30, n° 2, 2016, p. 135-157.

régulation de la parole en public s'effectue *a posteriori*, c'est-à-dire que, si tout un chacun peut publier, les algorithmes des moteurs de recherche proposent un classement basé sur la popularité des contenus. Les résultats qui sont les plus sollicités à la suite d'une requête sont automatiquement mis en avant, ce qui améliore d'autant leur visibilité.

Dans ses travaux, le sociologue du numérique Baptiste Kotras interroge la représentativité de ces nouvelles formes d'expression en montrant que les locuteurs, *ceux qui parlent*, sont progressivement passés au second plan derrière *ce qui est dit* et l'influence de ses auteurs, insérés dans des réseaux affinitaires³. Ce que les sondeurs appellent des « signaux faibles » est donc constitutif de l'opinion publique en ligne et des débats qui s'y déroulent. Des expressions éparpillées dans l'immensité du Web, impossibles à échantillonner, constituent des fragments de l'opinion qui émerge au sein de communautés variées. Les pétitions en ligne sont un bon exemple de ce phénomène. Sur une plateforme comme Change.org, chaque jour des milliers de pétitions sont soumises à signature, sur des thèmes très divers, depuis ceux qui conduisent à des mobilisations locales jusqu'à des questions de société comme la dégradation des services publics ou la dénonciation de la hausse des prix du carburant. Au-delà du nombre de signatures recueillies, ces pétitions donnent à voir la multitude des sujets qui agitent l'opinion publique numérique et les dynamiques qui la portent.

71

Le Web n'est donc pas un espace public unifié; il fonctionne plutôt en couches de visibilité, parsemé qu'il est de métriques et de systèmes de classement, de hiérarchie, qui structurent l'activité sociale. Parvenir à mobiliser une audience est progressivement devenu essentiel pour évoluer dans les mondes numériques. Les contenus se trouvant dans la couche haute bénéficient d'une exposition maximale qui leur permet de circuler de manière très importante, alors que les propos minoritaires sont rejetés dans les marges de l'espace public en ligne.

Dans *This Is an Uprising*, Mark et Paul Engler font, par exemple, le pari que ce pouvoir de mobilisation à grande échelle autour de revendications ciblées est en train de redessiner notre culture politique en démultipliant la capacité des opinions publiques à peser sur les gouvernants, sans recourir à la violence physique⁴. Dans une optique proche,

3. *La Voix du web. Nouveaux régimes de l'opinion sur Internet*, Paris, La République des idées-Seuil, 2018.

4. *This Is an Uprising: How Nonviolent Revolt Is Shaping the Twenty-First Century*, New York (N. Y.), Nation Books, 2016.

Mobilisations numériques, ouvrage de Fabien Granjon écrit en collaboration avec Venetia Papa et Gökçe Tuncel, propose un tour d’horizon assez complet des expériences de mobilisation contre-hégémonique où les technologies numériques ont joué, *a priori*, un rôle important⁵. Comme le montrent les auteurs, le fait qu’internet permette que circulent des discours pluriels sur un même sujet contribue à mettre en mots les malaises sociaux et à susciter des mobilisations de grande ampleur qui viennent bousculer les logiques traditionnelles du conflit social. Ainsi, certains mouvements sociaux comme les différents Occupy ou Indignés ont su tirer profit du fait que les technologies numériques rendent possible, de nouvelles interactions entre individus engagés et le déploiement de formes de visibilité qui n’étaient pas nécessairement à l’œuvre auparavant. Les participants auraient désormais la possibilité de plus facilement se rencontrer, échanger, partager des informations, accentuant ainsi la dynamique de leur mouvement.

72

DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES AU SERVICE DE L’EMPOWERMENT CITOYEN ?

Au fur et à mesure de son appropriation sociale, on mesure également de mieux en mieux les écueils de ce nouvel espace public. Sa capacité à encourager l’auto-organisation et l’innovation servicielle a été – trop – rapidement associée à une mise en capacité d’agir (*empowerment*) des citoyens. En réalité, les biais sont nombreux. Le modèle économique qui vise à se rémunérer sur la mise en visibilité des contenus conduit en effet à une véritable course pour attirer l’attention des internautes, notamment à travers une personnalisation algorithmique toujours plus importante : Facebook ou Spotify, par exemple, proposent à l’utilisateur des contenus qui sont censés lui plaire au vu de l’historique de ses consultations et de sa navigation, ainsi que des intérêts qu’il a pu manifester au sein de son propre réseau⁶. On parle alors de « bulle de filtres » pour désigner l’environnement informationnel toujours plus homogène dans lequel est plongé l’internaute, environnement duquel s’éloignent progressivement les avis contraires. Cette mise en cohérence algorithmique de nos opinions augmente l’isolement des communautés en ligne

5. *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Paris, Presses des Mines, 2017.

6. Nikos Smyrniaios, *Les GAFAM contre l’internet. Une économie politique du numérique*, Bry-sur-Marne, INA, 2017.

et leur perméabilité à certains contenus. C'est, par exemple, le cas des « infox » (*fake news*), que des acteurs malveillants font artificiellement monter dans les couches du Web de manière à ce qu'elles intègrent les communautés et influencent l'écologie informationnelle dans laquelle ces dernières évoluent. L'expression « brutalisation du débat public » est employée pour rendre compte de l'influence de ces phénomènes sur notre aptitude à échanger⁷. Ainsi, nous nous serions progressivement accoutumés à une certaine agressivité des propos, toujours plus directs et formatés par la recherche de visibilité.

Par ailleurs, tout le monde ne profite pas de manière homogène des technologies numériques, et l'enquête de Dominique Pasquier au sein des familles modestes nous rappelle à quel point les usages d'internet sont marqués par les inégalités sociales et territoriales⁸. De fait, la très forte individualisation des pratiques communicationnelles et de prise de parole dans l'espace public pénalise les groupes sociaux les plus fragiles, qui voient leur visibilité diminuer, faute de bien savoir utiliser les nouvelles technologies. Dans certains cas, celles-ci ont donc un effet de « mise en incapacité d'agir » qui ne doit pas être sous-estimé. Comme l'a bien expliqué la sociologie politique des classes populaires dans d'autres contextes, la construction collective des arguments est un facteur essentiel d'*empowerment* pour les classes populaires⁹.

Martin Gurri, ancien analyste à la CIA, s'appuie sur ce contexte socio-technique pour montrer, dans un ouvrage très commenté aux États-Unis, que le développement des réseaux sociaux contribue à la fois à l'affaiblissement des autorités traditionnelles et à l'agrégation des colères populaires¹⁰. Du fait des bulles de filtres, les citoyens chercheraient de moins en moins à s'informer auprès des experts, préférant récolter des contenus auprès de ceux qui font écho à leur colère, qui en sort renforcée. Il évoque ainsi une « cinquième vague » de diffusion de l'information, après les médias de masse, qui *via* les réseaux sociaux permet aux communautés en ligne d'échanger et de s'informer directement entre elles. Stefania Milan parle, pour sa part, de « *cloud protesting* »

73

7. Romain Badouard, « Internet et la brutalisation du débat public », LaViedesIdees.fr, 6 novembre 2018.

8. *L'Internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Paris, Presse des Mines, 2018.

9. Cf. par exemple Julien Talpin, « La représentation comme performance. Le travail d'incarnation des classes populaires au sein de deux organisations communautaires à Los Angeles, USA », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 1, 2016, p. 91-115.

10. *The Revolt of the Public and the Crisis of Authority in the New Millennium*, San Francisco (Calif.), Stripe Press, 2018.

pour caractériser l'épaisseur algorithmique de l'action collective, qui se trouve reconfigurée dans la logique de « politique de visibilité » en découlant¹¹. Son travail empirique dévoile combien l'usage des technologies numériques, leurs imaginaires et leurs représentations ont en partie façonné les discours produits sur plusieurs mouvements sociaux (à l'image, une nouvelle fois, des printemps arabes), leur organisation et la manière dont leurs membres se sont perçus entre eux.

74 Dans *Twitter et les gaz lacrymogènes*, Zeynep Tüfekçi préfère, de son côté, insister sur la « fragile puissance » des mouvements connectés, qui, pleins d'ambivalences, se développent grâce au numérique tout en donnant par là même de nouveaux moyens d'action aux pouvoirs qui tentent de les réprimer¹². Elle insiste fortement sur la nécessité de mettre à distance tout discours trop enthousiaste sur les usages du numérique afin de mieux intégrer la dimension stratégique et disputée des enjeux info-communicationnels. Ces constats critiques sont étayés par une étude qui apporte une contribution importante au débat. Dans *The Revolution that Wasn't*, Jen Schradie énonce en effet qu'« internet n'est pas en mesure d'abolir les structures sociales et économiques de domination, et risque même de les renforcer »¹³. Grâce à une minutieuse enquête de terrain sur une controverse autour des droits sociaux en Caroline du Nord, elle démontre de manière implacable que les capacités d'usage politique du numérique sont très inégalement distribuées et se retrouvent en grande partie concentrées à droite de l'échiquier politique. Pour expliquer ce phénomène, elle avance que l'idéologie conservatrice – et l'organisation militante pyramidale qu'elle adopte habituellement – s'approprie plus aisément les contraintes de l'espace public numérique du fait de son aptitude à organiser la visibilité d'un message simple (préserver les acquis), alors que les militants de la gauche progressiste valorisent le pluralisme, ce qui favorise la dissémination de leur visibilité sur les réseaux. Plus généralement, cette étude montre que l'autonomisation et l'émancipation des citoyens entraînées par l'espace public numérique doivent être réinscrites dans des dynamiques sociales élargies, et que leurs effets sur la démocratie sont fortement contrastés en fonction de ce que l'on choisit d'observer.

11. *Social Movements and Their Technologies: Wiring Social Change*, Hampshire-New York (N. Y.), Palgrave Macmillan, 2013

12. *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, Caen, C&F éditions, 2019.

13. *The Revolution that Wasn't: How Digital Activism Favors Conservatives*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2019.

LA « COLÈRE INTERNET »
COMME SYMPTÔME DES MALAISES SOCIAUX ?

Ce rapide état de la question permet de remarquer que les colères qui se manifestent en ligne ont fait un long chemin et traversé de nombreuses épreuves pour arriver jusqu'à nous. Les « colères internet » qui obtiennent la plus grande visibilité sont celles qui parviennent à s'appuyer sur la force émotionnelle des sujets pour toucher leurs publics, tout en mobilisant des réseaux organisés pour optimiser la circulation des messages et ainsi réussir à exploiter la force de frappe du Web. Loin de provoquer l'éclatement des organisations, l'espace public numérique semble ainsi récompenser les collectifs les mieux structurés, qui sont capables de faire remonter artificiellement leurs contenus.

De fait, la colère qui s'exprime en ligne rend compte de la défiance des citoyens envers les institutions et le personnel politique, sans véritablement pouvoir l'expliquer. Si les différents usages des technologies numériques contribuent à la structuration des rapports de pouvoir et des rapports de classe, il convient de ne pas adopter une posture trop manichéenne et d'élargir le spectre de l'analyse pour saisir ce que les acteurs font de ces technologies dans leurs mondes sociaux, d'adopter une approche située des activités pour éviter de manipuler des connaissances et des informations qui, détachées de tout ancrage social, « flottent dans le *cloud* ».

75

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, il est bon de rappeler que le monde du « numérique » ne correspond pas exactement au monde social et ne permet pas de décrire sa complexité ni la diversité des situations vécues. Les nouvelles technologies proposent une médiation, nécessairement déformante de la réalité en fonction de la manière dont elles sont mobilisées et des objectifs qui leur sont fixés. On pourrait presque dire qu'il y a plusieurs internets au regard des usages qui en sont faits et que, si les plus habiles occupent une place importante, une grande variété de situations qui participent à notre culture du débat public continue de passer sous les radars de l'espace numérique. Prendre conscience de ce filtre grossissant et des biais cognitifs qu'il entraîne est une première étape à franchir pour mettre à distance les discours d'accompagnement sur le numérique qui survalorisent la figure de l'internaute – et par extension celle du citoyen – mis en capacité d'agir par les technologies numériques, et ainsi lever le voile d'ignorance derrière lequel observateurs et analystes se complaisent bien souvent. Plus que la cause de leurs dérèglements, internet doit donc être considéré comme un symptôme des tensions que connaissent les démocraties contemporaines.

R É S U M É

Internet et le Web encouragent-ils le débat public? Là où nous posons trop fréquemment un regard binaire à leur endroit, les jugeant bénéfiques soit pour la démocratie, soit pour les visées populistes, une remise en contexte social de l'usage des technologies numériques permet de dépasser cette dichotomie. L'article défend l'idée que ces espaces communicationnels ne présentent pas stricto sensu une représentation fidèle du monde social mais plutôt son miroir déformant, qu'il convient d'étudier sous différents angles avant de se laisser aller à des jugements hâtifs et englobants sur leur vertu démocratique.